

centres de santé ou des maisons de convalescence, où les soins sont moins élevés que le traitement intensif reçu dans les hôpitaux. Même si la mise en œuvre de ces programmes coûte cher, ils permettent des économies en vies et en dollars.

Nous ne sommes pas contre les dépenses gouvernementales indispensables, mais cela ne signifie pas qu'il ne faut pas signaler les exemples flagrants de gaspillage et de mauvais emploi de fonds, à l'échelle fédérale et provinciale. Les Libéraux se laissent toujours prendre par des exploitants peu scrupuleux. Il est surprenant qu'un homme d'affaires digne de ce nom puisse avoir du respect pour le gouvernement fédéral, car il manque totalement de sens des affaires. Par exemple, prenons le cas de Microsystems. Le gouvernement a investi 36.7 millions de dollars dans cette société, sans exiger aucune action ni aucun siège au conseil d'administration. La société a été liquidée dans des circonstances assez particulières, et le gouvernement a perdu au moins 30 millions de dollars de ses investissements. Qu'a-t-il fait? Rien.

Examinons également l'industrie aéronautique. Le gouvernement envisage de consacrer, au cours des prochains mois, 3 milliards de dollars à l'achat d'avions à usage militaire. Actuellement, des CF-5, d'une valeur de 47 millions de dollars, sont entreposés, parce qu'ils ne conviennent sans doute pas à l'usage qu'on veut en faire. Nous ne sommes pas sûrs que les nouveaux achats envisagés par le gouvernement, seront utiles, d'autant plus qu'ils sont liés à l'offre, faite par plusieurs sociétés multinationales aéronautiques, de rationaliser l'industrie canadienne. Elles rempliront leur promesse en s'adjudgeant généreusement les sommes que le gouvernement a investies dans l'industrie sous forme de subventions et de prêts. Elles ont l'intention de fabriquer une chaîne d'avions susceptibles de répondre à la demande du marché international, mais non pas aux besoins du ministère de la Défense nationale. J'espère que le premier ministre (M. Trudeau) examinera cette question, et empêchera ces absurdités de se perpétuer.

Troisièmement, le logement. On nous dit que le gouvernement va bientôt proposer de nouvelles mesures concernant le logement, qui feront partie intégrante de son programme de réglementation. Nous avons beaucoup entendu parler d'habitation au cours de la dernière campagne électorale, mais à quoi les mesures proposées ont-elles abouti? Comme tout économiste vous dira, le gouvernement a accru la demande de logement, mais non pas l'offre. Il en est résulté que le prix des maisons est si élevé au Canada que la plupart des gens, qu'ils habitent Toronto, Montréal, Halifax, n'importe quelle région des Maritimes ou Saint-Jean, à Terre-Neuve, n'ont pas les moyens de s'acheter une maison. Il est probable que les libéraux voudront encourager davantage le secteur privé à construire des maisons. Le printemps dernier, ils ont proposé de modifier la loi nationale sur l'habitation avec l'idée de verser des subventions plus élevées aux constructeurs de logements de location. Les résultats ont été négligeables. Le nombre d'appartements en chantier est encore faible et le nombre croissant de demandes d'une réglementation efficace formulées par les locataires et les provinces montre à quel point le problème de l'offre est encore grave.

Dans le budget de novembre 1974, on a donné un répit aux médecins et aux avocats pour les encourager à investir dans des logements de location. Mais nous n'avons rien vu d'important en fait de mises en chantier. En outre, le gouvernement a estimé qu'il perdrait 20 millions en impôts, tant des particuliers que des sociétés, à cause de ce

### Dépenses gouvernementales

dégrévement. Ce montant est presque deux fois plus élevé que les 13 millions que le gouvernement a consacrés en 1974 à la construction de logements pour les personnes âgées, et encore inférieur aux 18 millions de dollars versés pour subventionner le programme fédéral-provincial de construction de logements de location au cours de la même année.

Un député a parlé de Mirabel et l'on s'est immédiatement souvenu des insinuations de corruption faites au sujet de la construction de l'aéroport. Je dis cela pour porter à votre attention les montants incroyables qui y ont été dépensés pour des services de consultation et des études de faisabilité. Le 15 juillet, le député de Central Nova (M. MacKay) a inscrit au *Feuilleton* une question concernant les honoraires et les études de faisabilité ayant trait à Mirabel. Je ne veux pas qu'on m'accuse de soulever cette question par racisme—de telles accusations ont été portées l'année dernière. Non, je soulève cette question simplement parce qu'elle est un exemple du gaspillage du gouvernement. La réponse donnée à la question du député a révélé que depuis 1968 le ministère des Transports a conclu 105 contrats relatifs à des services de consultation et à des études de faisabilité concernant l'aéroport de Mirabel et que le coût total de ces contrats est de \$41,022,658.34. Il est certain que le libéral le plus endurci admettra qu'il y a là quelque chose de très malheureux. Il n'est pas étonnant que l'on ouvre toutes sortes d'enquêtes sur les contrats adjugés à Mirabel.

En terminant, je voudrais dire que, dans une économie mixte comme la nôtre, le gouvernement a un rôle primordial à jouer. Selon moi, le projet de loi anti-inflation du gouvernement est essentiellement un programme de réglementation des salaires. J'espère qu'il sera modifié de façon à convaincre les travailleurs canadiens que le gouvernement a l'intention de réglementer les prix également. Actuellement, nous sommes absolument certains qu'il s'agit d'une mesure de réglementation des salaires. Lors de son allocution à la télévision le 13 octobre dernier, le premier ministre a déclaré qu'on demande trop à l'économie et que la population doit réduire la consommation. Mais la consommation représente environ 60 p. 100 de notre produit national brut. Si l'on comprime la consommation et que l'on réduise les dépenses gouvernementales, il faut compter sur les deux autres secteurs de l'économie, les investissements privés et les exportations, pour éviter que le chômage n'atteigne 9 ou 10 p. 100 alors qu'on recherche une baisse des prix.

Nous savons que les dépenses du secteur privé vont sans doute rester élevées. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson) a déclaré en termes fort éloquents que, même si le gouvernement réglementait les dividendes pendant la première année d'application du programme, il ne se montrera pas trop sévère si les bénéfices sont réinvestis dans la société. Il ne faut pas, selon moi, s'inquiéter de l'accumulation des capitaux de ces sociétés; car elle se poursuivra, en dépit du programme de lutte contre l'inflation. D'une certaine façon, c'est une bonne chose. Nous ne voulons pas que le capital privé baisse à un niveau trop bas. Néanmoins, le gouvernement compte peut-être sur la croissance de l'économie des États-Unis et d'autres pays pour que le commerce extérieur nous fasse vivre pendant que le gouvernement se sert de la consommation et du secteur public pour ralentir l'économie afin de combattre l'inflation sur un seul front tout en espérant que le taux de chômage n'augmentera pas. Cependant, il augmentera certainement. A mon avis, il sera de 8 p. 100 l'hiver prochain. Si le gouvernement ne modifie pas radicalement sa politi-